

"Je vis entre l'espoir et la peur": Témoignages documentant la persistance des disparitions forcées en Syrie post-Assad



À l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, "Syrians for Truth and Justice" recommande la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et l'adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.



"Je vis entre l'espoir et la peur": Témoignages documentant la persistance des disparitions forcées en Syrie post-Assad

À l'occasion de la Journée internationale des victimes de disparitions forcées, "Syrians for Truth and Justice" recommande la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et l'adhésion au Statut de Rome de la Cour pénale internationale.



Résumé exécutif

Ce rapport documente des cas de disparitions forcées survenus après la chute du régime en décembre 2024, indiquant que cette violation n'a pas cessé avec la fin de l'ère Assad, mais a persisté durant la phase de transition, sous des formes différentes et dans des proportions moindres. Sur la base des récits de témoins et des proches des disparus, ces pratiques ont principalement été commises par les services de sécurité du nouveau gouvernement, en particulier le Service de sécurité générale (sécurité intérieure).

L'équipe de recherche, à travers l'analyse des témoignages recueillis par "Syrians for Truth and Justice" (11 témoignages pour ce rapport) ainsi que d'autres sources, a identifié plusieurs principaux schémas de disparitions forcées survenues ces derniers mois:

1 – Lors de perquisitions/ opérations de ratissage: Par exemple, des forces militaires et de sécurité ont investi des domiciles à Jableh, Homs et Damas, arrêtant des membres entiers de familles sans mandat judiciaire ni accusations précises, laissant leurs proches complètement dans l'incertitude.

2 – Aux postes de contrôle: Dans d'autres cas, les points de contrôle dans les campagnes de Lattaquié, Homs et Tartous sont devenus des pièges pour les disparitions, où des civils ont été arrêtés en plein jour, puis niés ou présentés par les autorités de manière contradictoire concernant leur sort.

3 – Par les centres ou services de sécurité nouveaux: Certains cas ont commencé par des convocations officielles "pour interrogatoire", mais se sont transformés en disparition complète, comme dans le cas d'un fonctionnaire civil à Homs, où la même autorité qui l'avait convoqué a nié plus tard connaître son emplacement.

4 – Dans les lieux publics: La pratique ne s'est pas limitée aux centres fermés; elle a également inclus des arrestations publiques dans les rues, suivies de disparitions forcées, comme sur la place Tishreen à Lattaquié, reflétant la visibilité de ces actes et l'absence d'inquiétude concernant des poursuites.

"Syrians" appelle à activer pleinement la Commission nationale des disparus avec toutes ses prérogatives, y compris pour les cas survenus après la chute du régime, et à coopérer pleinement avec l'Institution internationale indépendante pour les disparus en Syrie créée par l'ONU en 2023.

Ces témoignages révèlent un grave écart entre les textes légaux et la réalité sur le terrain. La Déclaration constitutionnelle de la phase de transition (article 18) et le décret législatif n°19 établissant une Commission nationale des disparus ne se sont pas encore traduits par une protection effective contre les disparitions forcées. Selon les témoignages, les autorités n'ont pas non plus initié d'enquêtes sur tous les cas documentés ni révélé le sort des victimes, et n'ont pas pris au sérieux les appels des familles, renforçant ainsi l'impunité.

"Syrians" souligne que la responsabilité du gouvernement ne se limite pas aux violations commises directement par ses forces, mais s'étend également aux violations perpétrées



par d'autres groupes armés qui lui sont liés ou agissent avec sa connaissance. Il incombe à l'État de protéger tous les citoyens, d'enquêter sur chaque incident et de garantir la responsabilité des auteurs.

En complément des témoignages locaux, le rapport passe en revue des rapports internationaux et onusiens récents indiquant l'ampleur du phénomène. Les commissions d'experts des Nations Unies ont documenté l'enlèvement de centaines de personnes, dont des femmes des communautés druze et alaouite, principalement par des groupes armés liés aux autorités syriennes de transition, confirmant l'absence continue de réponse effective de l'État. Sur cette base, le rapport insiste sur le fait que le traitement des disparitions forcées constitue un test crucial de l'engagement du gouvernement de transition/provisoire envers les normes internationales des droits humains.

Par conséquent, "Syrians" appelle à activer pleinement la Commission nationale des disparus avec toutes ses prérogatives, y compris pour les cas survenus après la chute du régime, et à coopérer pleinement avec l'Institution internationale indépendante pour les disparus en Syrie créée par l'ONU en 2023.

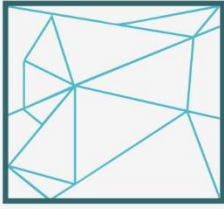
Ce résumé en français est basé sur le document original préparé par l'organisation "Syrians for Truth and Justice".

Pour consulter l'intégralité du rapport ainsi que les faits et témoignages qu'il contient, veuillez consulter les liens suivants:

[En anglais:](#)

[En arabe:](#)





À PROPOS DE L'ORGANISATION

"Syrians for Truth and Justice" est une organisation de défense des droits de l'homme, non gouvernementale, indépendante, impartiale et à but non lucratif. L'idée de sa création est née chez l'un de ses fondateurs, motivé par son désir de contribuer à la construction de l'avenir de son pays d'origine, la Syrie, lors de sa participation au programme de bourses pour des pionniers de la démocratie (the Leadership Development Fellowship LDF), conçu par l'Initiative de partenariat américano-moyen-oriental (State's U.S.-Middle East Partnership Initiative MEPI) aux États-Unis en 2015.

Le projet a commencé par la publication d'histoires de Syriens ayant été victimes de arrestation arbitraire, de disparition forcée et de torture, et s'est ensuite développé pour devenir une organisation solide de défense des droits de l'homme, enregistrée au Moyen-Orient et dans l'Union Européenne. Elle s'engage à révéler toutes les violations des droits de l'homme à travers toute la géographie syrienne et par toutes les acteurs au conflit.

Partant de la conviction de "Syrians" que la diversité et la pluralité qui caractérisent la Syrie sont une bénédiction pour le pays, notre équipe de chercheurs et de bénévoles travaille avec dévouement pour surveiller, révéler et documenter les violations des droits de l'homme commises en Syrie principalement depuis 2011, quelle que soit l'entité responsable de ces violations ou le groupe qui en a été victime.